



Axelle Brodriez-Dolino,
historienne au CNRS

Quelle réalité de la pauvreté en France ?

Historienne au CNRS, membre du Conseil scientifique du CNLE, Axelle Brodriez-Dolino est intervenue au Congrès de la Fédération des acteurs de la solidarité le 6 janvier. Elle dresse un bilan de la pauvreté en France à la suite du dernier quinquennat.

Union Sociale : Selon les derniers chiffres de l'INSEE la pauvreté a tendance à diminuer en France. Ces données reflètent-elles la réalité ?

Axelle Brodriez-Dolino : Le taux de pauvreté calculé par l'INSEE est en effet passé de 14,8 % en 2018 à 14,6 % en 2019. Mais pour les associations, la pauvreté s'est accrue avec la Covid. C'est antinomique. En fait, les deux acteurs n'observent pas la même chose. L'INSEE exclut par mode de calcul toute une série de personnes, notamment celles en hébergement collectif (résidence étudiantes, centre d'hébergement,

prison, asile psychiatrique, habitat mobile, foyer de travailleurs...), à la rue, en situation irrégulière, mais aussi les étudiants en logement indépendants et habitants d'Outre-mer, qu'elle comptabilise à part. Soit a minima 1,6 million de pauvres. Or ce sont ceux-là, les plus touchés par la crise, qu'observent les associations. La croissance des aides alimentaires en 2020 (plus de 10 % par rapport à 2019 selon la DREES) reflète mieux leur perception. Ce que nous dit l'INSEE, c'est que le « quoi qu'il en coûte » a été efficace pour la majorité, et pour éviter des chutes massives dans la pauvreté. Mais il faudra aussi être attentif, lorsque

les chiffres de 2020 seront connus, à la pauvreté « en conditions de vie » (privations et difficultés matérielles), à « l'intensité de la pauvreté » (niveau de vie des personnes pauvres) et au revenu médian (il aura pu baisser en 2020, ce qui, paradoxalement, ferait mécaniquement baisser le taux de pauvreté).

Union Sociale : Justement, quel a été l'impact réel de la crise de la Covid sur la pauvreté en France ?

Axelle Brodriez-Dolino : La crise a surtout touché ceux qui étaient déjà pauvres et précaires. Ces derniers avaient

un emploi stable au bas de l'échelle salariale et se maintenaient grâce à des primes, pourboires, heures supplémentaires qui ont disparu pendant les confinements et ont pu les endetter. Il y a aussi ceux qui avaient un emploi précaire (CDD, intérim) et l'ont perdu avec les confinements, d'autant que les secteurs qui y recourent le plus sont ceux qui ont été le plus touchés : hôtellerie, restauration, tourisme. Il faut aussi évoquer la situation de ceux qui vivaient d'un travail informel (2,5 millions de personnes en France). Ils ont perdu tout revenu, n'avaient aucune protection sociale et n'ont parfois pas retrouvé d'emploi. Les « indépendants » (commerçants, autoentrepreneurs...) et les saisonniers ont aussi montré des failles dans notre protection sociale, de même que tous ceux qui ont connu des ruptures de droits. Enfin, les jeunes ont payé un très lourd tribut économique (perte des petits boulots qui permettaient de survivre et faire des études ; marché de l'emploi bouché) et psychique (confinés dans des logements hyper-exigus, retour chez leurs parents, sans sociabilité...). Beaucoup ont interrompu leurs études, par manque de ressources ou difficulté à suivre en distanciel, ont plongé dans de graves dépressions. Comme dans chaque crise, ils ont été la grande variable d'ajustement des entreprises. 74 % disent avoir rencontré des difficultés financières en 2020.

Union Sociale : Dans son intervention lors du dernier Congrès de la Fédération des acteurs de la solidarité, le président de la République a évoqué la situation des jeunes mais n'a pas abordé le thème du RSA jeune. Pourquoi cette mesure est-elle particulièrement nécessaire ?

Qui est-elle ?

Axelle Brodriez-Dolino est une chercheuse en histoire au CNRS. Elle travaille sur les enjeux de pauvreté et de précarité contemporains (de 1880 à nos jours). Historienne, chercheuse au Centre Norbert-Elias (Marseille), membre du comité scientifique du Conseil national de lutte contre les exclusions (CNLE). Elle fait également partie du conseil scientifique du Comité d'histoire de la sécurité sociale.

Axelle Brodriez-Dolino : Il ne l'a pas évoquée car elle est controversée. Pour certains, elle enfermerait dans des *minima* sociaux et il serait très difficile de mesurer les aides parentales. Mais la situation des jeunes est devenue structurellement grave : en 30 ans, la proportion de ceux qui occupent un emploi précaire a triplé (aujourd'hui presque 40 %). L'âge moyen d'accès au premier CDI recule, avec des impacts sur l'accès au logement stable, la mise en couple, etc. Entre 2002 et 2018, le taux de pauvreté des 18-29 ans a augmenté de plus de 50 % et avant la crise, un cinquième d'entre eux était sous le seuil de pauvreté. Or sans revenus décents tirés d'un emploi stable, sans cotisations suffisantes pour avoir droit au chômage, ils sont aussi, avant 25 ans, sans accès au RSA (sauf cas spécifiques). Les résultats des mesures catégorielles qui se sont succédées (Missions locales, Garantie Jeune...) sont d'évidence insuffisants.

Union Sociale : Le président de la République n'a pas évoqué la question du logement social et de l'hébergement. Il s'agit pourtant d'un enjeu majeur. Quelles sont les priorités en la matière ?

Axelle Brodriez-Dolino : La Fédération des acteurs de la solidarité a fait une série de propositions lors de son Congrès. Sur le logement, il s'agit de pérenniser l'encadrement des loyers et l'étendre aux zones tendues, de limiter les expulsions et de mieux couvrir les bailleurs. Il conviendrait également de produire davantage de logement social et très social, de renforcer l'accès au logement des personnes sans abri et sans domicile. Sur l'hébergement, il faut réaffirmer



© Lionel Barbe

« Même la reprise et le manque de main-d'œuvre dans certains secteurs sont l'arbre qui cache la forêt. On peut toujours accompagner, réinsérer, former : sans emplois, cela débouchera sur une impasse. »

et rendre effectif l'accès inconditionnel et continu à un hébergement de qualité, avec une loi de programmation pluriannuelle, diminuer le recours à l'hôtel et aux hébergements d'urgence, revaloriser les prix de journée et transformer les subventions en dotations pluriannuelles et améliorer les accueils de publics spécifiques (femmes victimes de violences, familles avec enfants, jeunes, personnes en situation de prostitution, ...). Sur les sans domicile enfin, il convient de renforcer et coordonner les moyens d'aller-vers, mais aussi des accueils de jour, avec une meilleure spécialisation par publics.

Union Sociale : Le chef de l'État a souligné l'importance de ne pas limiter notre système de protection sociale à l'octroi de prestations, en insistant sur la nécessité de valoriser l'accompagnement. Comment atteindre cet objectif ?

Axelle Brodriez-Dolino : Les métiers du travail social sont aujourd'hui en crise : épuisés, sous-payés et en pénurie de vocation. Le président de la République s'en est d'ailleurs dit conscient et a proposé une grande conférence du travail social qui devrait avoir lieu le 18 février. La Fédération des acteurs de la solidarité propose une revalorisation des dotations, subventions et



© Lionel Barbe

« On constate, depuis le début des années 2000, un durcissement politique avec les réformes des minima sociaux, l'augmentation de la suspicion et des contrôles, la logique de contreparties et la rhétorique de l'assistanat et des assistés. »

▷ aides aux postes ; un meilleur accès à la formation continue sur nombre de sujets ; une reconnaissance du travail pair ; une campagne nationale de valorisation de ces métiers ; une prise en charge du coût de l'accueil des stagiaires... Mais l'accès à l'emploi stable et décent est la meilleure façon de sortir de la pauvreté (et de la précarité). Or aujourd'hui, il y a un impensé dans notre société : on manque d'emplois. Depuis des années, le nombre d'emplois disponibles oscille entre 200 et 400 000, mais le nombre de demandeurs d'emplois entre 2,5 et 3,5 millions (chômeurs catégorie A), voire 5,5 à 6 millions (chômeurs catégories A, B et C). Donc, même la reprise et le manque de main-d'œuvre dans certains secteurs (emplois le plus souvent précaires, aux horaires atypiques, mal payés, etc.) sont l'arbre qui cache la forêt. On peut toujours accompagner, réinsérer, former : sans emplois, cela débouchera sur une impasse.

Union Sociale : Malgré les dispositifs en cours ces dernières années, les personnes accompagnées souhaitent être davantage consultées. Comment rendre leur implication autour des dispositifs qui les concernent, encore plus effective ?

Axelle Brodriez-Dolino : En sensibilisant (notamment les administrations et les pouvoirs publics) à ces questions et aux bons résultats déjà obtenus. En rendant ces participations plus systématiques, avec des fonctions et des statuts. En renforçant les moyens des dispositifs existants. En formant davantage les travailleurs sociaux à ces enjeux. Ce n'est pas uniquement pour répondre au « souhait » des personnes, mais au bénéfice des dispositifs et de la société entière : qui est mieux placée pour faire des retours et des propositions constructives, qu'une personne qui expérimente directement les situations ?

Union Sociale : Un sondage de l'IFOP présenté le 6 janvier lors du Congrès de la Fédération des acteurs de la solidarité affirme que plus de 50 % des Français ont peur de basculer dans la précarité. Pourtant, cette thématique est quasiment absente de la campagne. Comment expliquer ce paradoxe ?

Axelle Brodriez-Dolino : Selon le sondage, 51 % des Français ont connu, eux-mêmes (25 %) ou leurs proches (26 %), une période de précarité ces trois dernières années ; et 51 % – soit exactement la même proportion – ont (logiquement) peur de devenir un jour exclu. Ces chiffres ne sont pas un sentiment lunaire, mais une réalité sociologique : selon les « budgets de référence » calculés par l'ONPES, il faut environ 1 500 euros mensuels à une personne seule pour vivre décemment. Il y a 20 à 25 % des Français sous ce seuil. Exactement la proportion du sondage. Que ce problème ne soit pas visible dans la campagne traduit le fait que ces Français ne sont pas ceux qui votent le plus, donc ils préoccupent moins et la classe politique n'adhère

pas aux réponses proposées par les associations et les chercheurs.

Union Sociale : Selon ce même sondage, 27 % des Français se disent hostiles aux personnes en situation de précarité, un chiffre en augmentation constante depuis 30 ans. Cette tendance est-elle inquiétante ?

Axelle Brodriez-Dolino : Le chiffre n'est pas « en augmentation constante depuis 30 ans ». Prendre un chiffre en 1993, un en 2004 et un en 2022 occulte les mouvements oscillatoires qui se sont passés en trente ans. On constate cependant, depuis le début des années 2000, un durcissement politique avec les réformes des minima sociaux, l'augmentation de la suspicion et des contrôles, la logique de contreparties et la rhétorique de « l'assistanat » et des « assistés ». La fraude aux prestations sociales, par exemple (un milliard détecté, 2,3 milliards estimés), est un autre arbre qui cache la forêt : celle des fraudes aux cotisations sociales (724 millions d'euros détectés, 7 à 8 milliards estimés) et plus encore de la fraude fiscale (13,7 milliards détectés, 80 à 100 milliards estimés). Mais la solidarité reste en France extrêmement vive, et l'a plus encore été depuis la Covid. Nous avons observé un énorme dynamisme chez les donateurs et les bénévoles et l'importance des solidarités formelle et informelle. Il faut donc être lucides sur les points de vigilance, mais pas catastrophistes. Nous restons un pays très solidaire. ■

Propos recueillis
par Antoine Janbon